

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Contexte

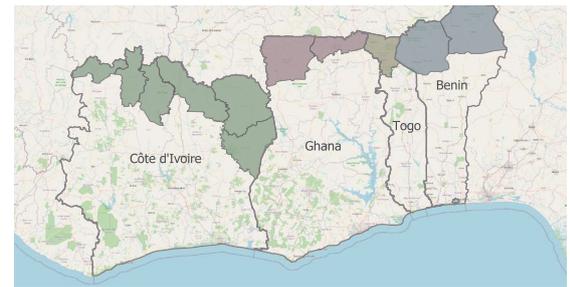
Depuis près de deux ans, les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest continuent à faire l'objet d'une détérioration progressive des conditions sécuritaires en lien avec l'expansion de la crise touchant la sous-région du Sahel Central. Plusieurs tendances observées en 2022 confirment l'accélération de ce phénomène. Les attaques des groupes armés non étatiques (GANE) continuent à être rapportées de façon régulière. Entre janvier 2021 et septembre 2022¹, le nombre d'attaques au sud du Burkina Faso a augmenté de 42% avec un pic pendant la période février 2022. Le 30 septembre 2022, le « coup d'Etat » au Burkina Faso et le changement politique conséquent viennent s'ajouter comme un élément de plus qui pourraient avoir un impact sur l'équilibre de la sous-région, à moyen terme.

Une analyse approfondie publiée par l'IFRI met en exergue les évolutions pertinentes reliées au contexte et dynamiques des groupes armés non-étatiques dans la sous-région :

- Trois unités distinctes de groupes armés non étatiques ont été recensés le long de la frontière entre le Burkina Faso et le Bénin, avec une présence plus limitée dans la réserve de Singou (proche de Pama) et dans partie du parc national du W².

- Évolution des dynamiques au Togo. Ce pays, au même titre que le Ghana ou le Bénin, était initialement perçu comme un pays utilisé pour l'approvisionnement en motos, en produits de première nécessité et en armes par les groupes armés non étatiques opérant dans l'est du Burkina Faso. Les récentes attaques rapportées dans le pays mettent en évidence l'évolution de la situation sécuritaire de ce territoire qui se transforme progressivement en terrain opérationnel pour des groupes armés non-étatiques³.

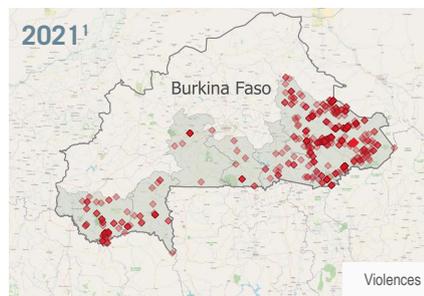
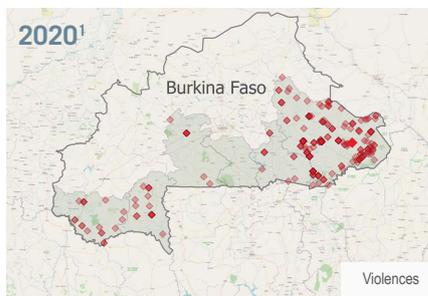
Couverture géographique



Régions administratives: Bénin (Alibori, Atacora) ; Côte d'Ivoire (Savanes, Zanzan) ; Ghana (Upper East, Upper West) ; Togo (Savanes)

Chiffres clés⁴ (janvier - Septembre 2022)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# de troubles sociaux	7	6	5	0
# d'incidents violents	49	7	19	17
Population à risque sur population totale	1,9M (16%) sur 11,9M	2,9M (11%) sur 22,9M	2,1M (7%) sur 29,3M	1,0M (13%) sur 7,9M



Aperçu de l'évolution des tendances principales liées à l'analyse multirisques

Malgré la fluctuation du nombre d'incidents sécuritaires rapportés pendant les derniers deux mois (août et septembre 2022), le contexte est très volatile. Le Bénin, le Togo et le Ghana, demeurant les pays les plus affectés. En termes de mouvements des populations, le nombre de réfugiés continue à augmenter progressivement, ainsi que celui des déplacés internes, et de nouveaux flux rapportés au Bénin, soit une hausse de 72% des chiffres de PDI au Togo en deux mois. Quant à la sécurité alimentaire, le niveau d'inflation reste élevé par rapport à la moyenne des années précédentes, avec une réduction de la capacité d'achat des ménages. La fragilisation de la situation en termes d'insécurité alimentaire risque d'avoir un impact direct sur les violences basées sur le genre. Concernant les dynamiques intercommunautaires et le respect des Droits de l'Homme, la situation reste préoccupante. L'inflation sur les marchés commence à avoir un impact sur les dynamiques de cohésion sociale, comme au Ghana. La militarisation progressive des zones situées au nord du Bénin et du Togo met à risque les populations locales, ainsi que le démontrent les derniers incidents enregistrés.

¹ ACLED est la source de toutes les données relatives aux incidents de sécurité dans ce document.

² Le parc national du W est une zone protégée, classée au Patrimoine mondiale de l'Unesco, qui couvre la zone transfrontalière partagée entre trois pays : le Bénin, le Burkina Faso et le Niger.

³ Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, le nouveau terrain d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? Mathieu Pellern, Février 2022, Notes de l'IFRI, IFRI, février 2022.

⁴ Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

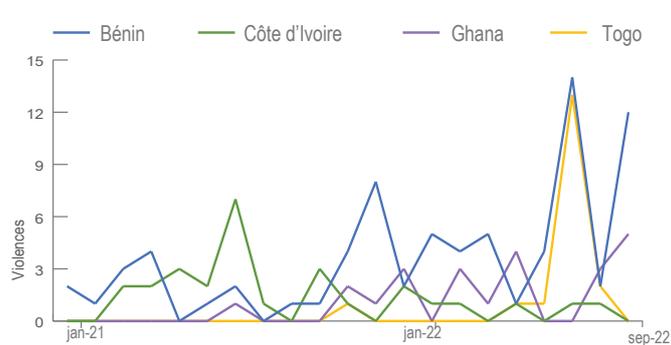
Évolution des incidents sécuritaires ⁴

Entre janvier 2021 et septembre 2022, 196 incidents incluant 51 troubles sociaux et 145 épisodes violents ont été signalés dans les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

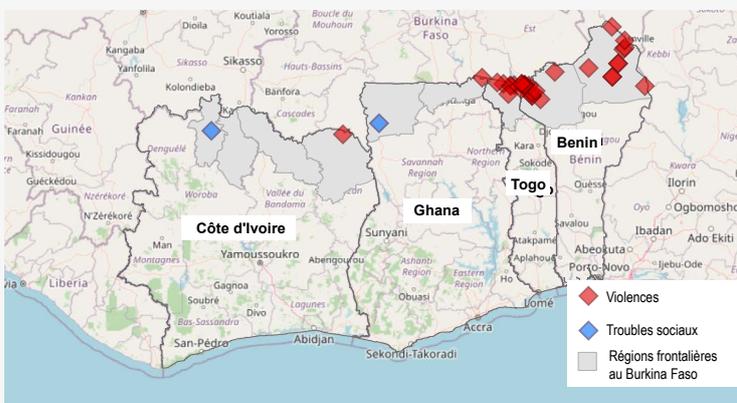
Les épisodes violents sont en légère baisse sur la période août-septembre 2022 avec 25 incidents signalés contre 33 en juin-juillet 2022. Toutefois, malgré la baisse observée, le nombre d'épisodes violents reste très au-dessus des niveaux observés entre janvier et mai 2022.

Si le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire sont à ce jour directement affectés par des incidents sécuritaires, d'autres pays côtiers sont tout autant menacés, à commencer par la Guinée. Une présence d'individus affiliés aux groupes armés non étatiques au nord de la Guinée est parfois mentionnée dans les études sur la sous-région⁵.

Evolution des incidents de violence par pays



juin - juillet 2022



août - septembre 2022



⁴ Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo. ⁵ Idem, note 3.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

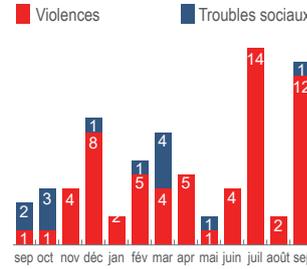
✱ Insécurité

Cette section examine l'évolution des incidents sécuritaires dans les pays côtiers pour les périodes comprises entre avril-mai et juin-juillet 2022. Les termes de troubles sociaux et violences servent à distinguer les manifestations, soulèvements populaires et incidents impliquant les forces de l'ordre, défis sociétaux et des événements violents tels que, attaques de groupes armés, conflits communautaires ou enlèvements.

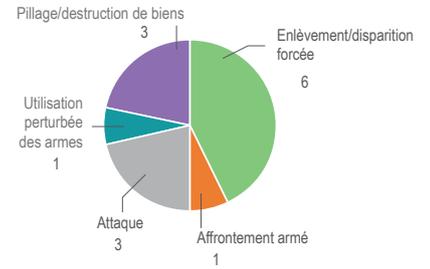
Bénin

Au Bénin, la tendance des incidents sécuritaires se maintient à un niveau proche de la période entre juin-juillet 2022, où 18 incidents violents ont été rapportés, contre 14 enregistrés en août-septembre 2022. Ces incidents attribués pour la plupart à des groupes armés non-étatiques incluent des kidnappings, des attaques contre les forces de sécurité, des violences contre les civils, des pillages et la destruction de biens. Alibori est la région la plus affectée par ces violences, suivie d'Atakora.

Évolution des incidents sécuritaires

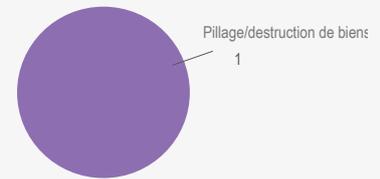


Répartition des «violences» (août - septembre 2022)



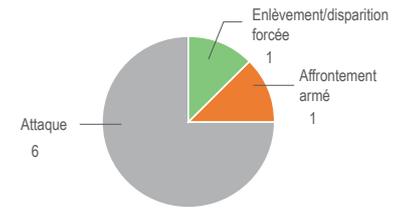
Côte d'Ivoire

Après avoir fait l'objet d'un nombre relativement important d'incidents sécuritaires entre fin 2021 et début 2022 (neuf incidents sécuritaires rapportés entre octobre 2021 et mars 2022), les régions du nord-est de la Côte d'Ivoire retrouvent une accalmie relative en 2022. Pour la période entre juin et juillet 2022, une seule incursion de groupes armés a été enregistrée.



Ghana

Au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, l'accalmie observée en juin-juillet 2022 s'est maintenue pour la période entre août-septembre 2022. Un seul incident violent, se traduisant par la destruction de biens, a été rapporté.



Togo

Les attaques visant les forces de sécurité se sont poursuivies en août-septembre 2022 même si le nombre d'incidents rapportés (2 incidents) est inférieur à celui enregistré entre juin-juillet 2022. 2 incidents violents ont été enregistrés entre août-septembre 2022.

Le principal groupe armé non-étatique actif dans la région Savanes continue à recourir à engins explosifs. Improvisés, causant des nombreux blessés au sein des communautés locales.



août - septembre 2022



Incidents sécuritaires par catégorie

- Affrontement armé
- Arrestations
- Attaque
- Enlèvement/disparition forcée
- Explosif à distance/mine terrestre/IED
- Manifestation avec intervention des forces de l'ordre
- Manifestation violente
- Pillage/destruction de biens
- Utilisation perturbée des armes
- Violence sexuelle en temps de guerre
- Manifestation violente
- Frappe aérienne/drone

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Dynamiques de déplacement

Réfugiés⁶

La situation sécuritaire du Burkina Faso continue de se détériorer et devient de plus en plus complexe. La période de ce rapport a été marquée par de nouvelles attaques contre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et un activisme croissant des groupes armés non-étatiques entraînant des mouvements transfrontaliers de population Burkinabè, notamment vers le Togo où près de 4000 déplacés Burkinabès sont arrivés au cours des mois d'août et septembre. Ceci constitue une augmentation significative par rapport aux 1868 déplacés burkinabè enregistrés par l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) du Togo en date du 31 juillet.

Au Bénin, le nombre total de demandeurs d'asile Burkinabè enregistrés dans la commune de Tanguitea par la Commission Nationale chargée des Réfugiés (CNR) s'élève à 751 individus arrivés au cours du mois de juin 2022. Ces demandeurs d'asile viennent s'ajouter aux 192 réfugiés

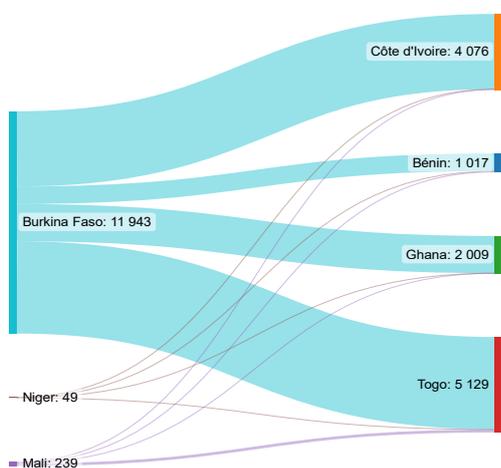
Burkinabè enregistrés en 2021 dans la Commune de Materi. Aucune nouvelle arrivée n'a été rapportée durant la période en revue.

En Côte d'Ivoire, aucun mouvement de population en provenance du Burkina Faso n'a été enregistré durant la période de rapport, au 30 septembre.

Depuis l'arrivée d'environ 2000 individus en provenance du Burkina Faso, dans le nord du Ghana à la fin du mois de juillet, on n'a observé aucun mouvement de population Burkinabè pendant la période écoulée.

Avec plus de 11 943 Burkinabès ayant trouvé refuge dans les pays côtiers au 30 septembre (contre 8 355 au 31 juillet), les mouvements de réfugiés sont à la hausse.

Provenance des réfugiés et les demandeurs d'asile⁶



Au vu de l'instabilité sécuritaire prévalant dans la région du Sahel central, une augmentation d'afflux de réfugiés Burkinabè vers les pays côtiers doit être anticipée.

Pays de provenance	Pays d'accueil				Total
	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	
Burkina Faso	943	4 042	2 000	4 958	11 943
Mali	48	30	8	153	239
Niger	26	4	1	18	49
Total	1 017	4 076	2 009	5 129	12 231

Déplacements internes⁷

Pour la première fois depuis le début de l'année, des déplacés internes ont été rapportés au Bénin. Selon l'OIM et le ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale, un nombre total de 1 231 de réfugiés résident dans la Commune de Matéri⁸.

Concernant le Togo, les données officielles rapportées au 30 septembre 2022 par l'OIM et l'ANPC font état de 5 018 personnes déplacées internes qui ont fui des attaques et incursions de groupes armés-non étatiques dans le nord du pays. Le nombre de PDI a augmenté depuis la dernière

collecte de données datant du 31 juillet – où 2 915 personnes déplacées ont été comptabilisées – représentant une hausse de 72% en deux mois. Ces PDI résident principalement dans les préfectures de Cinkasse, Tone, Oti Sud, Kpendjal-Ouest et Kpendjal.

Au 30 septembre 2022, en Côte d'Ivoire et au Ghana, aucun déplacement interne de la population n'a été enregistré de manière officielle par les autorités locales, durant la période observée.

Déplacements internes				
Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	Total
1 231	0	0	5 018	6 249

⁶ Analyse et données de référence mises à disposition par le bureau régional de UNHCR. Les données incluent les personnes enregistrées par le HCR et non enregistrées.

⁷ Analyse et données de référence mis à disposition par le bureau régional de l'OIM.

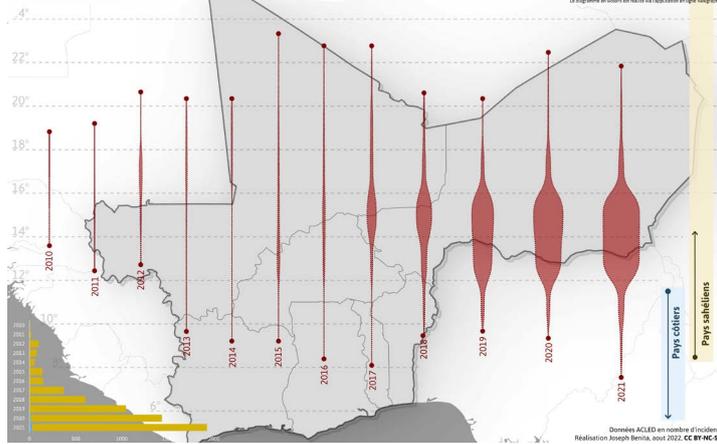
⁸ Données actualisées au début du mois d'octobre 2022.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

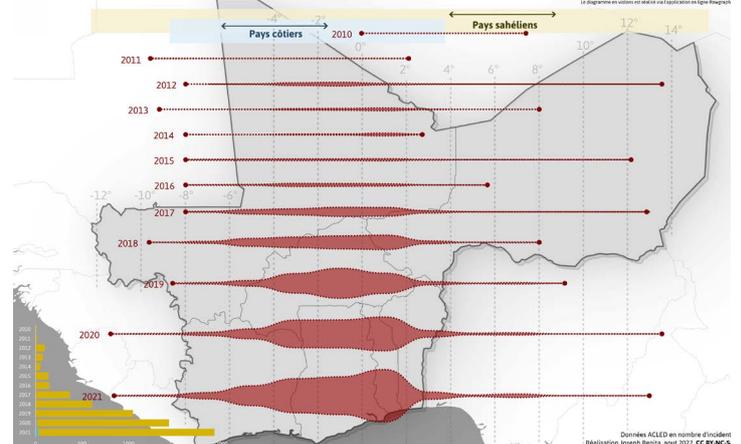
Expansion de la violence

Ces cartes démontrent l'expansion de la violence des groupes armés non-étatiques issus des pays du Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger) vers les quatre pays côtiers frontaliers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo).

Distribution et évolution de la violence des groupes armés Nord - Sud au Sahel central et dans les pays côtiers de 2010 à 2021



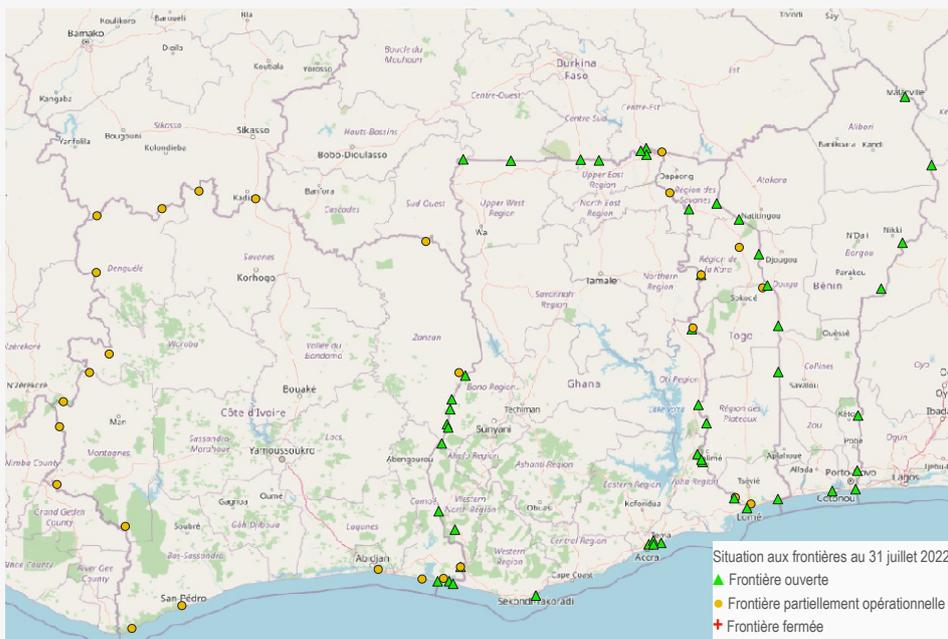
Distribution et évolution de la violence des groupes armés Ouest - Est au Sahel central et dans les pays côtiers de 2010 à 2021



Statut opérationnel des frontières⁹

Le statut opérationnel des frontières lié à la COVID-19 dans les pays côtiers s'aligne avec le statut dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest. Les frontières au Bénin et au Ghana sont complètement opérationnelles et ouvertes. En Côte d'Ivoire et au Togo, les frontières sont partiellement ouvertes. Les frontières terrestres en Côte d'Ivoire sont seulement ouvertes au trafic commercial. En revanche, toutes les frontières au Togo et les

aéroports en Côte d'Ivoire sont partiellement opérationnels à cause des obligations de vaccination contre le Covid-19. Outre la fermeture des frontières liée à la COVID-19, il faut ajouter la fermeture, unilatérale, des frontières avec le Burkina Faso par le Togo et le Bénin à la fin de l'année 2021 en raison de conflits communautaires et agropastoraux.



Pays	Type de frontière	Frontière			Total
		fermée	ouverte	partiellement opérationnelle	
Bénin	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière terrestre	0	14	0	14
	Total	0	15	0	15
Côte d'Ivoire	Aéroport	0	0	2	2
	Frontière terrestre	0	0	18	18
	Total	0	0	20	20
Ghana	Aéroport	0	1	0	1
	Frontière 'bleue'	0	2	0	2
	Frontière terrestre	0	31	0	31
Total	0	34	0	34	
Togo	Aéroport	0	0	2	2
	Frontière terrestre	0	0	6	6
	Total	0	0	8	8
Total		0	49	28	77

⁹OIM

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
 Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Sécurité alimentaire et nutrition

L'instabilité du contexte sécuritaire se combine avec une situation fragile en termes de sécurité alimentaire. L'analyse des prix mises à jour par le PAM au mois de septembre 2022 rapporte une augmentation du prix des denrées alimentaires de base au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Le Ghana se démarque avec une variation record de près de plus de 105% d'augmentation pour le maïs, par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le taux d'inflation global et d'inflation alimentaire connaissent des variations imputables à la hausse du prix des produits alimentaires. Ceci cause une réduction de la capacité d'achat des ménages et limite leur accès aux biens alimentaires de base.

Bénin

Le prix du riz importé est resté relativement stable au cours des trois derniers mois, mais les prix sont supérieurs à ceux de l'année dernière¹⁰ (+7% en septembre 2022), ainsi qu'à ceux de la moyenne sur trois ans (+11% en septembre 2022). Le prix des céréales produites localement (maïs blanc) a connu une baisse au cours des trois derniers mois, passant sous le niveau de l'année dernière (-16% en sept 2022) mais restant au-dessus de la moyenne sur cinq ans (+5%).

Côte d'Ivoire

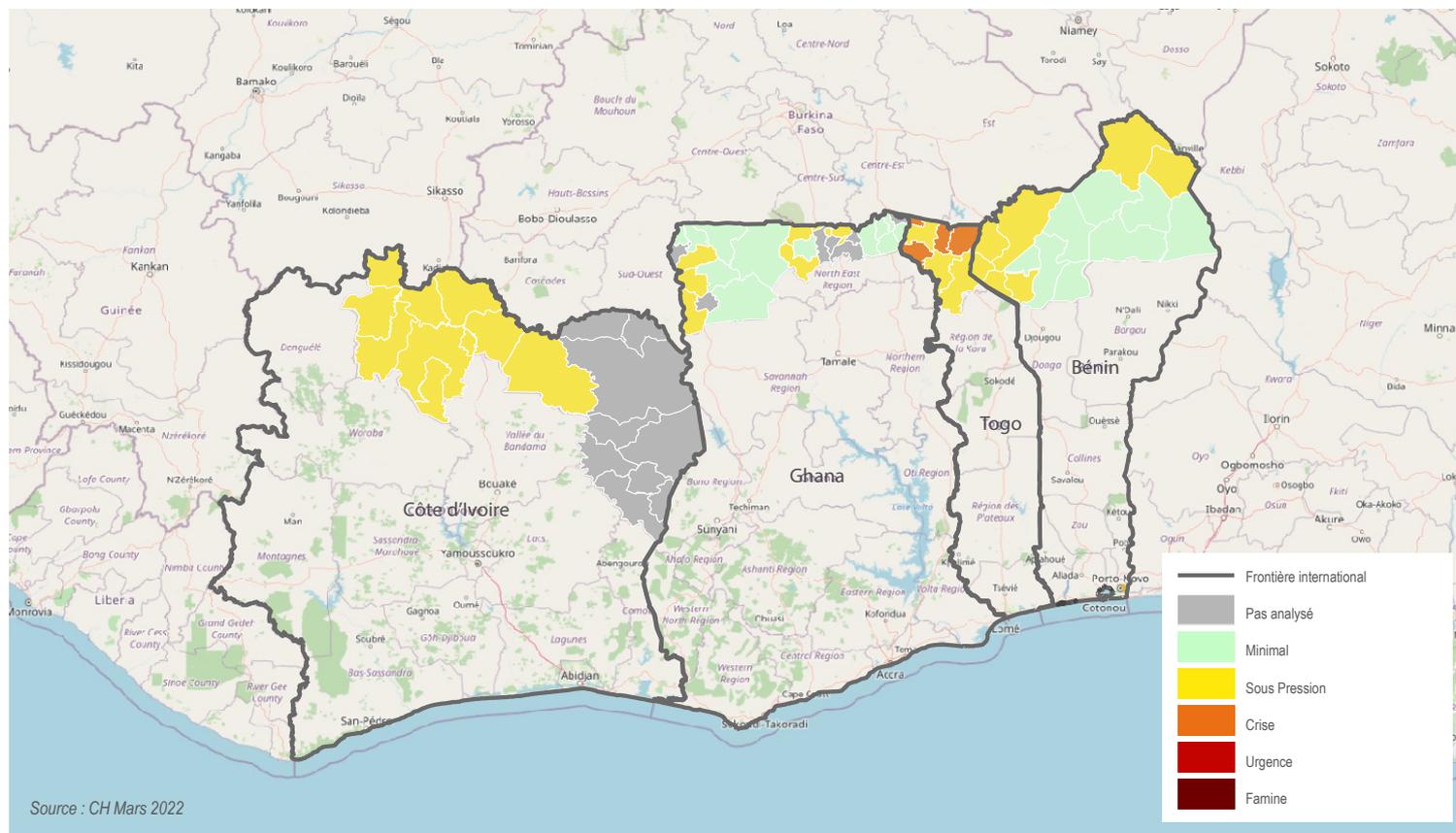
Les prix des principaux aliments de base restent élevés, et dans le cas du manioc, ont connu une augmentation rapide au cours des trois derniers mois (août-octobre 2022). En octobre 2022, le prix du manioc a augmenté de 24 % par rapport l'année dernière et de 80 % sur une moyenne échelonnée sur cinq ans. Le prix du riz local est un peu plus stable. Il a connu une légère baisse au cours des trois derniers mois, conformément aux tendances saisonnières. Toutefois, le prix du riz produit localement demeure supérieur aux niveaux de l'année dernière et dans une moyenne échelonnée sur cinq ans (+10% et +11% respectivement en octobre 2022).

Ghana

Le prix du maïs produit localement (en gros) a connu une légère tendance à la baisse au cours des trois derniers mois (juillet-septembre 2022) mais reste supérieur aux niveaux de l'année dernière (+11% en septembre 2022). Les prix du maïs sont actuellement deux fois plus supérieurs à la moyenne sur cinq ans, après une augmentation rapide au cours de la seconde moitié de 2021 et au début de 2022. Le prix du manioc est plus aligné sur les niveaux de l'année dernière, avec des prix légèrement inférieurs (-15% en septembre 2022) et à la moyenne sur cinq ans (-22% en septembre 2022).

Les attaques ont commencé à cibler les communautés locales, ce qui augmente le risque de déplacements et de perturbations des moyens de subsistance agricoles.

Situation alimentaire et nutritionnelle projetée (Juin - Août 2022)



¹⁰ La série chronologique des données sur les prix du marché au Bénin ne couvre que 4 ans, c'est pourquoi la moyenne sur 3 ans a été utilisée (plutôt que la moyenne sur 5 ans).

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Violences basées sur le Genre

Aperçu général

Dans un contexte fragilisé par l'instabilité sécuritaire, le suivi des aspects liés à la protection des individus ? demeure une priorité pour assurer la pleine réalisation du suivi multirisques.

Bénin

Selon une étude¹¹ de l'Observatoire de la famille, de la femme et de l'enfant (Offe¹²) en juin 2022, la question des VBG trouve son fondement dans les facteurs socio-démographiques et socioculturels. 47% des garçons sont victimes de VBG contre 44% de filles parmi les enfants âgés de 3 à 14 ans. 55% des victimes chez les hommes contre 59% de femmes dans la catégorie des 15 ans et plus.

Côte d'Ivoire

La question liée aux violences basées sur le genre (VBG) constitue un défi. Selon le rapport des cas déclarés en 2020¹³ et le MICS 2016¹⁴, environ 15% des cas sont des violences sexuelles, dont la majorité est perpétrée sur des mineurs de moins de 18 ans. La prévalence des mutilations génitales féminines varie entre 36% et 80% selon les régions du pays. Il en est de même pour les mariages précoces d'enfants dont le taux est de 38%.

Ghana

Selon une enquête menée en 2016 sur les violences domestiques, 27,7% des femmes ghanéennes ont subi au moins une forme de violence domestique (violence physique, économique, psychologique, sociale et sexuelle). En outre, l'enquête montre que 38,2% des femmes âgées de 15 à 19 ans, 40,4% de celle âgées de 20 à 24 ans et 38,3% de celles âgées 30 à 39 ans ont déclaré avoir subi au moins un acte de violence sexuelle.

Togo

Les données de l'EDS 2013-2014¹⁵ révèlent que 29% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques perpétrées par un partenaire intime/mari, alors que 11% ont subi une forme de violence sexuelle à un moment donné de leur vie.

Les facteurs de risque principaux liés aux violences basées sur le genre

Les coutumes et pratiques traditionnelles néfastes constituent un facteur de risque principal des violences basées sur le genre dans la sous-région. D'autres facteurs qui ont été rapportés sont les suivants : mécanismes d'adaptation issus du déplacement forcé des populations en provenance du Burkina Faso et à l'intérieur des pays ; la malnutrition et la dégradation de la situation en termes d'insécurité alimentaire. Il existe un lien direct entre l'indice d'augmentation du niveau d'insécurité alimentaire et celui relié aux risques de violences basées sur le genre. Même s'ils ne sont pas rapportés systématiquement, les cas de VBG tendent à augmenter en particulier au sein des ménages et prennent la forme de violences conjugales, physiques, sexuelles, déni de ressources voire dans certains cas de mariages précoces comme mécanisme d'adaptation.

¹¹ Étude sur la VBG au Bénin

¹² UNFPA - BENIN

¹³ EDS 2021. Source MFFE/DEPS : GBVIMS 2019)

¹⁴ MICS 2016

¹⁵ EDS 2013-2014 - TOGO

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
 Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Dynamiques intercommunautaires et droits de l'homme

Cette analyse couvre la période entre le mois d'août et septembre 2022 et se fonde sur le suivi des médias, les données ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) et la plateforme EMM (European Media Monitoring). Trente articles de presse ont été catégorisés sur la base du cadre de risque de la plateforme de prévention intégrée RMR (Regional Monthly Review¹⁶) pour les quatre pays, d'août à septembre 2022. Le facteur de risque ayant fait l'objet du plus grand nombre d'articles est la cohésion sociale, l'égalité et la non-discrimination, avec dix (10) articles, suivi par la sécurité intérieure (4), la stabilité politique (4), la justice et l'État de droit (3).

Facteurs de risque accrus :
“Limitations des droits d'expression”
et “actions de groupes armés
non-étatiques fondées sur la religion
ou les convictions”.

Bénin

Une délégation de « Reporters sans frontières » s'est rendue au Bénin pour évaluer les conditions de travail des journalistes. Le Bénin est passé du 96ème au 121ème rang du classement mondial de la liberté de la presse de 2019 à 2022. Le pays fait l'objet d'inquiétudes quant aux restrictions de la liberté de la presse. Récemment, Amnesty International a appelé les autorités béninoises à veiller à ce que la lutte contre les groupes armés non-étatiques soit faite dans le plein respect des droits humains. Ceci à la suite du recensement de la part de l'organisation internationale de plusieurs cas d'arrestations arbitraires de journalistes et de certain membres des groupes minoritaires en raison d'une association supposée avec des groupes terroristes¹⁷.

Côte d'Ivoire

Alors que la Côte d'Ivoire a renforcé la sécurité le long de sa frontière au nord du pays et que des opérations militaires conjointes se préparent avec le Burkina Faso, certains groupes de la population ont signalé qu'ils étaient pris pour cible par les forces militaires et de sécurité à cause de leur présumée assimilation à des « partisans » des groupes armés non-étatiques.

Une vidéo contenant des discours haineux incitant à la violence contre la population burkinabé vivant en Côte d'Ivoire a circulé dans les médias sociaux, ce qui pourrait déstabiliser les relations communautaires, y compris dans le Nord du pays.

Augmentation des facteurs de risque
“Pratiques discriminatoires sur la base
de l'origine ethnique” et “Disponibilité
immédiate d'armes et de munitions”.

Augmentation du risque de
troubles sociaux en lien avec la
“dévaluation de la monnaie »
ou « hyperinflation »

Ghana

Selon des articles parus dans les médias au cours de la période considérée, le Ghana a été confronté à des tensions sociales croissantes face à l'augmentation des prix de la nourriture, des transports et d'autres besoins primaires, tensions alimentées par la hausse du taux d'inflation depuis août 2021 et une forte dépréciation de la monnaie nationale. Bien qu'il n'y ait pas encore eu de manifestations du mouvement Arise Ghana au cours de la période considérée, le risque de troubles sociaux reste élevé. De nouveaux projets pour répondre aux questions liées aux conflits intercommunautaires ont été lancés dans la région de l'Upper West.

Togo

Le 6 septembre 2022, le Parlement a adopté une loi visant à prolonger de six mois l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes. Craignant que la menace des groupes armés non-étatiques ne serve également de prétexte pour restreindre les droits civils et politiques, dans un communiqué de presse, Amnesty International a rappelé aux autorités togolaises, que les mesures d'urgence doivent être nécessaires, proportionnées aux risques évalués et appliquées de manière légale et non discriminatoire, même en temps de crise. Elles ne peuvent pas être légitimement utilisées pour justifier une répression de l'exercice des droits humains, en particulier dans un contexte où les personnes sont susceptibles d'être intimidées ou menacées par des groupes armés non-étatiques (Amnesty International).

Risque élevé de « limitation des
droits de réunion pacifique et de
la liberté d'expression » ainsi que
« pratiques discriminatoires »
fondées sur la religion ou les
convictions.

¹⁶ Le RMR est un cadre de suivi des risques adopté par les Nations unies. Le RMR utilise une combinaison d'analyses de développement, de la politique, des droits de l'homme et de l'humanitaire adopté par les Nations unies. Il oriente les décisions en matière d'alerte précoce et de prévention de la violence dans les pays à risque ou en crise.

¹⁷ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/07/benin-togo-fight-against-armed-groups-must-not-justify-human-rights-violations/>

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Le GRANIT

Le Groupe régional d'analyse intersectorielle (GRANIT) vise à réaliser des analyses collaboratives et conjointes de crises humanitaires en cours ou émergentes, sur la base des données et de l'expertise technique et sectorielle des agences onusiennes, ONG et d'autres organisations de portée régionale.

Le GRANIT, conçu sous l'impulsion d'OCHA, de l'OIM et de REACH, cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique de type régionale, holistique et inter sectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisque. Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT. L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT. La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/information disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été fait pour réduire la zone d'étude.

Pistes de réflexion proposées par les membres à explorer dans les analyses futures

1. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long de la frontière.
2. Améliorer l'analyse et la désagrégation des incidents sécuritaires pour avoir une meilleure lecture des dynamique internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
3. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
4. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
5. Compléter la collecte des données pour informer les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse basée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports futurs, selon la disponibilité des données.

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Réfugiés	1.a Mouvement des populations		UNHCR Data portal	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Tous les réfugiés	NA		
# Personnes déplacées internes (PDI)	1.a Mouvement des populations	Protection				Humanitarian Indicator Registry	P6-2	
# de filles / garçons qui ont été séparés de leurs parents ou tuteurs.	1.b Mouvement des populations / Protection	Protection	MSNA/DTM			2022 JIAF indicator bank Humanitarian Indicator Registry	69 P1-PC7-1	

§ Tous les indicateurs seront étudié pour la période définie.

† Indicateurs équivalantes existant dans banques des données standardisés. ‡ Code Indicateur dans le banque de donnée standard

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Information sur les indicateurs

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Troubles sociaux.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente.	N/A		tensions internes/violences
# Violences.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens.	N/A		violence externe
# centres médicaux attaqués.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			Humanitarian Indicator Registry	P-2	Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence
# de centres médicaux affectés.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			N/A		Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (i.e : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicament ; etc)
# écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité	3.b Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Éducation	BdD nationaux/ évaluations EiE					
# points d'eau non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# structures WASH et d'installations sanitaires non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# de ménages dirigés par des enfants	4. Protection	Protection	MSNA			Humanitarian Indicator Registry	P5-2	
Déficit hydrique climatique	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Indice de sévérité de la sécheresse	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Accumulation de précipitations	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Température maximale	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				

§ Tous les indicateurs seront étudiés pour la période définie.

† Indicateurs équivalents existant dans les banques de données standardisées. ‡ Code Indicateur dans la banque de donnée standard